

FINATIS

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL

2016

Sommaire

FINATIS

Chiffres clés	1
Attestation du responsable du rapport financier semestriel.....	2
Rapport semestriel d'activité.....	3
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016 *	7
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016.....	39

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2015 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos Commissaires aux comptes.

FINATIS

Société anonyme au capital de 84 852 900 euros

712 039 163 RCS PARIS

Siège social : 83, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

Téléphone : 01 44 71 14 00

Site : www.finatis.fr

CHIFFRES CLÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 ⁽¹⁾	Variation
ACTIVITÉS POURSUIVIES :			
• Chiffre d'affaires	20 027	21 916	(1 889)
• Résultat opérationnel courant (ROC)	282	367	(85)
Résultat net des activités poursuivies	(494)	36	(530)
dont, part du Groupe	(128)	(60)	(68)
<i>En euros par action</i>	(22,88)	(10,70)	(12,18)
ACTIVITÉS ABANDONNÉES :			
Résultat net des activités abandonnées	2 901	101	2 800
dont, part du Groupe	748	15	733
<i>En euros par action</i>	134,25	2,68	131,57
ENSEMBLE CONSOLIDÉ :			
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 407	137	2 270
dont, part du Groupe	620	(45)	665
<i>En euros par action</i>	111,37	(8,01)	119,38
<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015	Variation
BILAN CONSOLIDÉ :			
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	12 606	10 327	2 279
Dette financière nette	9 830	9 490	340
(1) Le compte de résultat du 1 ^{er} semestre 2015 a été retraité notamment suite à la cession du segment Asie en 2016 (note 1.3).			

ATTESTATION DU RESPONSABLE

du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2016

Didier LÉVÊQUE
Président-Directeur général

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

COMPTES CONSOLIDÉS

Les états financiers au 30 juin 2016 du groupe Finatis sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015.

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

→ FONCIERE EURIS

Sur la période, les projets immobiliers de Foncière Euris, en France et en Pologne, ont poursuivi leur phase de développement, mais les principaux faits marquants du 1^{er} semestre ont été réalisés au niveau du groupe Casino.

→ CASINO

Le semestre s'est caractérisé par :

- La poursuite du redressement en France.
- Le maintien de bonnes performances en Colombie, Argentine et Uruguay et l'amélioration des ventes au Brésil.
- La simplification de l'organisation des activités e-commerce du Groupe.
- La réalisation rapide et le dépassement des objectifs du plan de cession, avec 4,2 Md€ atteints dès fin avril 2016 (cessions successives en mars et avril des activités de Thaïlande et du Vietnam).
- La forte diminution de la dette financière nette (DFN) de Casino en France (4 Md€ au 30 juin 2016 contre 8,5 Md€ 12 mois plus tôt).
- 1,5 Md€ utilisés au 1^{er} semestre afin de réduire la dette brute et rembourser l'ORA Monoprix.
- Les résultats du 1^{er} semestre 2016 sont impactés par : les cessions des opérations en Asie, le ralentissement économique au Brésil notamment dans les activités non-alimentaire, les effets de change en Amérique latine.

Les principaux événements qui ont marqué le début d'année 2016 chez Casino, sont ainsi :

— *Le groupe Casino en France*

Le **3 mai 2016**, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des 500 M€ d'obligations remboursables en actions (« ORA ») émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB.

Le **25 mai 2016**, le groupe Casino et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient devant les juridictions de Paris depuis 2007.

— *Cession des activités en Asie*

Le **7 février 2016**, Casino a annoncé la signature d'un contrat de cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL, cotée en Thaïlande (« Big C »), pour 3,1 Md€ (hors dette), au groupe TCC, l'un des principaux conglomérats Thaïlandais, actif dans la distribution, le commerce et l'industrie, l'alimentaire, la finance et les assurances, l'immobilier et l'agro-alimentaire.

Le **21 mars 2016**, le groupe Casino a réalisé la cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3,1 Md€, permettant un désendettement du Groupe de 3,3 Md€ avec une plus-value de 2,4 Md€.

Le **29 avril 2016**, Casino a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 Md€, induisant des multiples 2015 de 1,8x le chiffre d'affaires, 20,4x l'EBITDA et 34,4x l'EBIT. Les produits de cession pour le Groupe s'élèvent à 920 M€.

— *Le pôle d'activité d'e-commerce*

Le **12 mai 2016**, le groupe Casino a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. (« Cnova ») détenues par les actionnaires du flottant (à savoir les actions non détenues par le groupe Casino) à un prix de 5,50 USD par action, soit un montant maximal de l'ordre de 196 MUSD. Cette annonce faisait suite à celles faites le même jour par Cnova et Via Varejo S.A. (« Via Varejo ») concernant un projet de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova détiendrait exclusivement Cdiscount.

— *Evolution de la notation de crédit de Casino par l'agence Standard & Poor's*

Le **15 janvier 2016**, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil, Standard & Poor's a souhaité mettre à jour son appréciation du crédit Casino. L'agence a ainsi mis la notation BBB- du groupe Casino en CreditWatch négatif.

Le **21 mars 2016**, après avoir confirmé la notation financière BBB-/Perspective stable le 11 décembre 2015 et engagé un

processus de mise à jour de son appréciation du crédit du groupe Casino le 15 janvier 2016, Standard & Poor's (S&P) a décidé d'abaisser cette notation financière d'un cran à BB+/Perspective Stable.

— Offre de rachat obligataire de Casino

Le **6 juin 2016**, Casino a annoncé avoir lancé une offre de rachat obligataire portant sur les souches de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026.

Le **13 juin 2016**, l'offre de rachat obligataire lancée a permis à Casino de racheter respectivement 134,2 M€, 158,2 M€ et 245,0 M€ des obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026, soit un montant nominal cumulé de 537,4 M€.

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au 1^{er} semestre 2015 sur les résultats des activités poursuivies et donc retraité, conformément à l'IFRS 5, de l'impact de la cession des activités en Asie.

RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** hors taxes du 1^{er} semestre 2016 s'établit à 20 027 M€ contre 21 916 M€ au 1^{er} semestre 2015 retraité, soit une diminution de 8,6 %.

- Au premier semestre 2016, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 19,7 Md€, en baisse de -8,8 %. L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est de -0,2 %. L'impact du change a été défavorable de -11,3 %.
 - En France, la croissance s'établit à +2,0% en organique hors essence et calendaire. Le redressement est confirmé par les gains de parts de marché récurrents :
 - Géant Casino affiche un chiffre d'affaires en croissance soutenue et l'enseigne continue de gagner des parts de marché ;
 - Leader Price connaît un fort déploiement de la franchise avec des ventes en croissance sur le semestre ;
 - les autres enseignes du Groupe enregistrent des performances satisfaisantes.
 - Les ventes des activités de distribution alimentaire en Amérique latine affichent une forte croissance organique de +10,0 % hors essence hors calendaire sur le semestre, tirée par l'amélioration des ventes au Brésil et le maintien de bonnes performances de l'ensemble des pays.
 - Les ventes de Via Varejo, en retrait, sont cependant stabilisées depuis le T2 2016 (croissance organique hors essence hors calendaire positive de +0,3 % au T2).
 - La croissance organique du e-commerce s'inscrit en retrait au S1 2016 avec une bonne performance chez Cdiscount et un repli marqué de l'activité de Cnova Brésil.
- Les ventes de **Groupe GO Sport** s'établissent à 349 M€ sur le semestre, à +4,6% à magasins comparables et taux de change constants, après +3,2% sur l'année 2015.

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** s'élève à 282 M€ sur le 1^{er} semestre 2016, contre 367 M€ en 2015 (-23,2 %).

Le résultat opérationnel courant de **Casino** (317 M€) diminue de -18,4%.

Les variations de périmètre ont eu un impact de +2,6 % et les variations de change de -15,9 %. Retraité de ces effets, le résultat opérationnel courant de Casino est en retrait de -5,1 % en organique.

- En France, le ROC connaît un redressement marqué et s'élève à 85 M€ contre -53 M€ au S1 2015, tiré notamment par une forte amélioration de la profitabilité des opérations de distribution alimentaire.
- Le ROC du Latam Retail s'inscrit en repli par rapport au S1 2015 à 212 M€. Les performances opérationnelles de la Colombie, de l'Argentine et de l'Uruguay sont satisfaisantes. Au Brésil :
 - Chez Multivarejo, on observe une contraction des marges en hypermarché sous l'effet de la relance commerciale et de l'inflation des coûts.
 - Assai continue d'afficher une bonne performance.
 - Des plans de réduction des coûts ont été lancés au S1 2016.
- Le ROC du Latam Electronics est en baisse par rapport au S1 2015 à 100 M€. L'enseigne Via Varejo poursuit ses plans de réduction de coûts.
- Le ROC du segment e-commerce est négatif au S1 2016. La rentabilité de Cdiscount se redresse tandis que le résultat de Cnova Brésil reste impacté par la baisse du chiffre d'affaires

Les **autres produits et charges opérationnels** se traduisent par une charge nette de -531 M€ contre un produit net de 68 M€ à fin juin 2015 retraité.

La charge nette constatée au 1^{er} semestre 2016 comprend notamment :

- des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour -118 M€ résultant notamment des opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price pour -64 M€ ;
- des provisions et charges pour restructurations pour -144 M€ dont -113 M€ concernant la France et -23 M€ le Brésil ;
- des charges diverses dont -76 M€ liées aux irrégularités identifiées chez Cnova Brazil et -43 M€ lié à la TASCOM en France.

Le produit net constaté au 1^{er} semestre 2015 comprenait notamment :

- des produits nets liés à des opérations de périmètre pour 215 M€ comprenant à hauteur de 262 M€ la revalorisation de la quote-part détenue antérieurement dans Disco à la suite de la prise de contrôle exclusif par Casino ;
- des provisions et charges pour restructurations pour -138 M€ dont -39 M€ au Brésil.

Le poste « **Coût de l'endettement financier net** » enregistre une augmentation (-36 M€) par rapport au 1^{er} semestre 2015 pour s'établir à -195 M€.

La **quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises** s'élève à 18 M€ (contre 37 M€ au premier semestre 2015), cet agrégat comprend notamment la quote-part de résultat de Mercialis (21 M€ en 2016) et des entreprises associées de GPA (15 M€).

Le **résultat net des activités poursuivies, part du groupe** du 1^{er} semestre 2016 est en retrait avec une perte de -128 M€ (contre une perte de -60 M€ au 1^{er} semestre 2015).

Le **résultat des activités abandonnées** s'élève à 2 901 M€ au premier semestre 2016, contre 101 M€ en 2015, et enregistre les plus-values de cession des activités du Groupe en Thaïlande (2 342 M€ de plus-value nette d'impôt) et au Vietnam (528 M€ de plus-value nette d'impôt). Ces résultats de cession très significatifs engendrent au niveau du résultat net part du groupe un gain de 748 M€ (contre un gain de 15 M€ au 1^{er} semestre 2015).

Le **résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe** du 1^{er} semestre 2016 se traduit par un gain de 620 M€ (contre une perte de 45 M€ au 1^{er} semestre 2015).

ÉVOLUTION DES FLUX DE TRÉSORERIE

La **capacité d'autofinancement** du Groupe s'élève à 145 M€ en 2016, soit en repli par rapport au niveau constaté au 1^{er} semestre 2015 (556 M€).

La CAF et la variation du besoin en fonds de roulement, retraitées du coût de l'endettement financier net et des impôts non versés sur le 1^{er} semestre 2015, portent le **flux de trésorerie généré par l'activité** (décaissement net) à -2 225 M€, contre -1 026 M€ en 2015.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** de 2015 se caractérise par un encaissement élevé (3 073 M€ contre un décaissement net de 822 M€ au 1^{er} semestre 2015) dû principalement à l'incidence nette sur la trésorerie des opérations de périmètre (cessions de Big C Thaïlande pour 2 989 M€ et de Big C Vietnam pour 770 M€).

Le Groupe dégage ainsi un **flux de trésorerie disponible** positif de 848 M€ en 2016, contre un montant de -1 848 M€ en 2015.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** se solde par un décaissement net de 1 721 M€ (contre un décaissement de 1 367 M€ au 30 juin 2015). Ce flux intègre notamment l'impact de l'exercice de l'option de rachat de l'ORA Monoprix (-500 M€), les dividendes versés pour un montant de -286 M€ (ceux-ci comprennent notamment l'ensemble des dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle) et les intérêts financiers versés (-266 M€).

La **trésorerie nette** enregistre une diminution de 539 M€ sur le semestre pour s'établir à 4 123 M€ au 30 juin 2016.

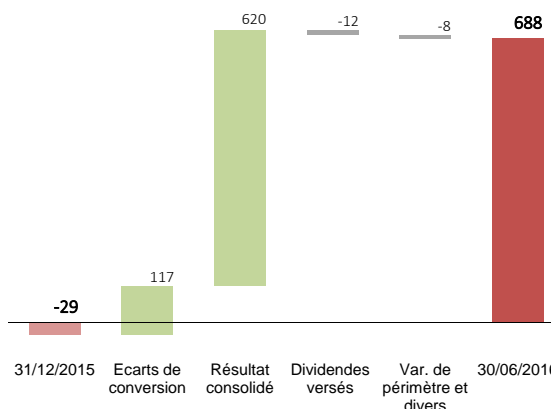
STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2016, le **total du bilan consolidé** s'élève à 41 376 M€ contre 41 742 M€ au 31 décembre 2015, soit une diminution de 366 M€ sur le semestre.

Parmi les actifs non courants, le poste « Actifs financiers » intègre, pour leur juste valeur, les investissements financiers autres que ceux à caractère immobilier.

Les capitaux propres consolidés se montent à 12 606 M€, dont 688 M€ pour la part du groupe et 11 918 M€ pour la part des intérêts ne donnant pas le contrôle et des porteurs de TSSDI Casino.

Les **capitaux propres part du Groupe** enregistrent les variations suivantes :



Les **intérêts ne donnant pas le contrôle** augmentent de 1 562 M€, cette variation nette est notamment due à leur part dans les écarts de conversion (+1 089 M€) et dans le résultat net (+1 787 M€), a contrario le poste diminue de leur part dans les dividendes versés (-267 M€) et de l'incidence de l'exercice de l'option de rachat de l'ORA Monoprix (-453 M€) et de la cession des activités thaïlandaises.

La **dette financière nette** s'élève à 9 830 M€ contre 9 490 M€ au 31 décembre 2015 ; au 30 juin 2015, elle s'était élevée à 11 719 M€ soit une baisse de 1 889 M€ sur 12 mois glissants, sous l'effet des cessions (impact net des cessions de la Thaïlande et du Vietnam de 4 326 M€).

Les contributions à la dette financière nette consolidée du Groupe sont réparties comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Variation
Finatis	93	130	(37)
Foncière Euris	226	182	44
Rallye holding	2 933	2 968	(35)
Casino	6 343	6 073	270
Autres sociétés	235	137	98
Total	9 830	9 490	340

RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le bénéfice de la société Finatis s'élève à 16,4 M€ contre 17,4 M€ au 30 juin 2015.

Ce résultat comprend notamment le dividende Foncière Euris à hauteur de 18,0 M€.

RISQUES ET INCERTITUDES SUR LES 6 MOIS À VENIR

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Rapport annuel de Finatis afférent à l'exercice 2015, disponible sur le site internet du Groupe.

PERSPECTIVES DEUXIÈME SEMESTRE 2016

Dans un environnement économique toujours incertain, Foncière Euris continuera de valoriser au mieux ses projets immobiliers, en fonction des conditions de marché et de leurs perspectives.

Rallye confirme sa stratégie de valorisation de ses actifs, notamment Casino, ainsi que la solidité de sa structure financière.

Les perspectives de Casino sont les suivantes :

- En **France**, le groupe Casino poursuivra une croissance de son chiffre d'affaires et une amélioration de sa rentabilité. Le Groupe confirme l'objectif de ROC annuel de 500 M€ en France en 2016 sous réserve de la poursuite des tendances de consommation.
- En **Amérique latine**, le groupe Exito poursuivra son développement sur les différents formats et dans les divers pays où il opère. Au Brésil, la nouvelle politique commerciale sera poursuivie tant en alimentaire (GPA Food) qu'en non-alimentaire (Via Varejo).

FINATIS

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016 *

Compte de résultat consolidé.....	8
État consolidé des produits et charges comptabilisés	9
État de la situation financière consolidée.....	10
Tableau de flux de trésorerie consolidés	12
Variation des capitaux propres consolidés	13
Annexe aux comptes consolidés.....	15

* Les situations intermédiaires aux 30 juin 2016 et 2015 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

	Notes	1 ^{er} semestre	
		2016	2015 retraité ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>			
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5.1 / 5.2	20 027	21 916
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(15 079)	(16 574)
Marge commerciale		4 948	5 342
Autres revenus		218	247
Coût des ventes	6.2	(4 118)	(4 431)
Frais généraux et administratifs	6.2	(766)	(791)
Résultat opérationnel courant	5.1	282	367
Autres produits opérationnels	6.3	44	380
Autres charges opérationnelles	6.3	(575)	(312)
Résultat opérationnel		(249)	435
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	68	101
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(263)	(260)
Coût de l'endettement financier net		(195)	(159)
Autres produits financiers	9.3.2	163	138
Autres charges financières	9.3.2	(255)	(453)
Résultat avant impôt		(536)	(39)
Produit (charge) d'impôt	7	24	38
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	18	37
Résultat net des activités poursuivies		(494)	36
<i>Part du groupe</i>		<i>(128)</i>	<i>(60)</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>(366)</i>	<i>96</i>
ACTIVITÉS ABANDONNÉES			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	2 901	101
<i>Part du groupe</i>		<i>748</i>	<i>15</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>2 153</i>	<i>86</i>
ENSEMBLE CONSOLIDÉ			
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 407	137
<i>Part du groupe</i>		<i>620</i>	<i>(45)</i>
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		<i>1 787</i>	<i>182</i>
Par action, en euros :			
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe		111,37	(8,01)
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe		(22,88)	(10,70)
(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).			

COMPTES CONSOLIDÉS

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2016	2015 retraité ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 407	137
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net ⁽²⁾	1 228	(644)
Couverture de flux de trésorerie	(20)	6
Écarts de conversion ⁽³⁾	1 193	(637)
Actifs financiers disponibles à la vente		(1)
Couverture d'un investissement net à l'étranger	47	
Quote-part des éléments recyclables issus des entreprises associées et des coentreprises	20	(10)
Effets d'impôt	(12)	(2)
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net ⁽²⁾	(2)	1
Écarts actuariels	(4)	2
Effets d'impôt	2	(1)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	1 226	(643)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	3 633	(506)
<i>Dont part du groupe</i>	738	(104)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	2 895	(402)
<p>(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).</p> <p>(2) Les incidences liées à la cession des activités thaïlandaises et vietnamiennes sont présentées en note 3.2.2.</p> <p>(3) La variation positive du 1^{er} semestre 2016 de 1 193 M€ résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 1 382 M€ compensée par l'appréciation des monnaies thaïlandaise et vietnamienne et leur recyclage pour un total de -178 M€ (note 3.2.2). La variation négative du 1^{er} semestre 2015 de 637 M€ résultait principalement de la dépréciation des monnaies brésilienne et uruguayenne pour respectivement -670 M€ et -40 M€ compensée par l'appréciation de la monnaie thaïlandaise à hauteur de 68 M€.</p>		

COMPTES CONSOLIDÉS

État de la situation financière consolidée

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	8	11 304	11 426
Immobilisations incorporelles	8	4 059	3 671
Immobilisations corporelles	8	8 597	8 813
Immeubles de placement	8	514	838
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	684	646
Autres actifs non courants		2 198	1 996
Actifs d'impôts différés		530	499
Total des actifs non courants		27 886	27 889
ACTIFS COURANTS			
Stocks		5 189	5 041
Clients		1 755	1 320
Autres créances		1 933	1 632
Créances d'impôts		211	190
Autres actifs financiers		180	401
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	4 205	4 731
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	17	538
Total des actifs courants		13 490	13 853
TOTAL DE L'ACTIF		41 376	41 742

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2016	31/12/2015
CAPITAUX PROPRES			
Capital	10.1	85	85
Primes et réserves		14 092	15 352
Ecarts de conversion		(3 978)	(5 191)
Résultat consolidé		2 407	81
Total des Capitaux Propres		12 606	10 327
<i>Dont Part du groupe</i>		688	(29)
<i>Dont Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		11 918	10 356
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courants		310	311
Autres provisions non courantes	11.1	771	542
Passifs financiers	9.2	10 563	12 041
Dettes non courantes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		43	50
Autres dettes		838	807
Passifs d'impôts différés		1 214	1 227
Total des passifs non courants		13 739	14 978
PASSIFS COURANTS			
Provisions pour retraites et engagements assimilés courants		10	9
Autres provisions courantes	11.1	182	191
Dettes fournisseurs		6 212	8 165
Autres passifs financiers	9.2	4 166	3 363
Dettes courantes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		111	102
Dettes d'impôts exigibles		84	93
Autres dettes		4 266	4 330
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1		184
Total des passifs courants		15 031	16 437
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		41 376	41 742

COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2016	2015 ⁽¹⁾
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net de l'ensemble consolidé (y compris intérêts ne donnant pas le contrôle)		2 407	137
Dotations aux amortissements et provisions		534	403
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		9.3.2 (59)	172
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		6	6
Autres produits et charges calculés		19	11
Résultat sur cessions d'actifs		21	(16)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle		49	(257)
Résultat de cession des activités abandonnées net d'impôt		3.2.2 (2 872)	
Transactions sans effet de trésorerie liées aux activités abandonnées		36	104
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises		3.3.1 (18)	(37)
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises		3.3.1 22	33
Capacité d'autofinancement (CAF)		145	556
Coût de l'endettement financier net		9.3.1 195	159
Coût de mobilisation de créances sans recours		9.3.2 138	152
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		7 (24)	(38)
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt		454	829
Impôts versés		(115)	(112)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)		4.1 (2 564)	(1 743)
Flux net de trésorerie généré par l'activité ⁽²⁾		(A) (2 225)	(1 026)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement		(762)	(721)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement		121	31
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		(9)	(18)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		14	5
Incidences des variations de périmètre avec changement de contrôle		4.2 3 704	(121)
Incidences des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises		1	
Variation des prêts et avances consentis		4	2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement ⁽²⁾		(B) 3 073	(822)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		10.3 (11)	(11)
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(244)	(357)
Dividendes versés aux porteurs de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI)		(42)	(42)
Remboursement d'obligations remboursables en actions (ORA)		2 (500)	
Augmentations et réductions de capital en numéraire		(5)	1
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle		4.3 (28)	(49)
Achats et ventes d'actions autodétenues		10	9
Variations d'actifs financiers rattachés à la dette		30	(5)
Augmentations des emprunts et dettes financières		4.4 1 267	1 772
Diminutions des emprunts et dettes financières		4.4 (1 943)	(2 283)
Intérêts financiers nets versés		(266)	(402)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement ⁽²⁾		(C) (1 721)	(1 367)
Incidences des variations de cours des devises		(D) 334	(187)
Variation de la trésorerie nette		(A+B+C+D) (539)	(3 402)
Trésorerie nette d'ouverture		(E) 4 662	7 523
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente		(129)	(5)
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan		9.1 4 533	7 518
Trésorerie nette de clôture		(F) 4 123	4 121
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan		9.1 4 123	4 121
Variation de la trésorerie nette		(F-E) (539)	(3 402)
(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite au changement de présentation du résultat financier (note 1.1) et pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation du prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco.			
(2) Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont présentés en note 3.2.			

COMPTES CONSOLIDÉS

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Titres de l'entreprise consolidante	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Total Part du Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2015	85	79	(1)	393	(6)	(8)	(193)	(7)	35	377	13 230	13 607
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres							(59)			(59)	(584)	(643)
Résultat net de la période				(45)						(45)	182	137
Total des produits et charges comptabilisés				(45)			(59)			(104)	(402)	(506)
Opérations sur capital											2	2
Opérations sur titres autodétenus				(1)						(1)	(2)	(3)
Dividendes versés ⁽¹⁾				(11)						(11)	(304)	(315)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales ⁽²⁾				(4)						(4)	(71)	(75)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales ⁽³⁾											154	154
Autres mouvements				(6)						(6)	(34)	(40)
Capitaux propres au 30/06/2015 retraité⁽⁴⁾	85	79	(1)	326	(6)	(8)	(252)	(7)	35	251	12 573	12 824
Capitaux propres au 01/01/2016	85	79	(1)	344	(6)	(9)	(533)	(13)	25	(29)	10 356	10 327
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(6)	8	117	(1)		118	1 108	1 226
Résultat net de la période				620						620	1 787	2 407
Total des produits et charges comptabilisés				620	(6)	8	117	(1)		738	2 895	3 633
Opérations sur capital											(1)	(1)
Opérations sur titres autodétenus				2						2	4	6
Dividendes versés ⁽¹⁾				(12)						(12)	(267)	(279)
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales ⁽²⁾				(2)			(6)			(8)	(521)	(529)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales ⁽³⁾				3						3	(501)	(498)
Autres mouvements				(6)						(6)	(47)	(53)
Capitaux propres au 30/06/2016	85	79	(1)	949	(12)	(1)	(422)	(14)	25	688	11 918	12 606

(1) Les dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle au cours du 1^{er} semestre 2016 concernent principalement Rallye, Casino, Exito et l'Uruguay à hauteur de respectivement 40 M€, 172 M€, 31 M€ et 22 M€ (au 30 juin 2015 : respectivement Rallye, Casino, Exito et Big C Thaïlande à hauteur de 40 M€, 181 M€, 44 M€ et 24 M€).

(2) L'incidence négative de 529 M€ correspond essentiellement à l'exercice de l'option de rachat de l'ORA Monoprix (note 2) ainsi qu'aux acquisitions de titres Exito et GPA décrites dans les notes 3.1.2 et 3.1.3. Sur le 1^{er} semestre 2015, la variation négative de 75 M€ correspondait essentiellement à la comptabilisation de la promesse d'achat portant sur les titres Disco suite à la prise de contrôle.

(3) L'incidence négative de 498 M€ correspond à essentiellement à la cession des activités vietnamiennes et thaïlandaises (note 3.1.1). Sur le 1^{er} semestre 2015, l'incidence de 154 M€ correspondait à l'évaluation à la juste valeur des intérêts ne donnant pas le contrôle de Disco en lien avec la prise de contrôle de cette dernière.

(4) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation de prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco.

COMPTES CONSOLIDÉS

Sommaire détaillé des notes annexes

Note 1 • Principes comptables généraux	15
1.1. Référentiel.....	15
1.2. Recours à des estimations et au jugement.....	16
1.3. Retraitement de l'information comparative.....	17
Note 2 • Faits marquants	17
Note 3 • Périmètre de consolidation	18
3.1. Opérations de périmètre du 1 ^{er} semestre 2016.....	18
3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées.....	20
3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	22
Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie	24
4.1. Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) lié à l'activité.....	24
4.2. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle.....	24
4.3. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant le contrôle.....	24
4.4. Réconciliation entre variation de trésorerie et variation de dette financière nette	25
Note 5 • Information sectorielle	26
5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel	26
5.2. Indicateurs clés par zone géographique	27
Note 6 • Données liées à l'activité	27
6.1. Saisonnalité de l'activité.....	27
6.2. Nature de charges par fonction	27
6.3. Autres produits et charges opérationnels	28
Note 7 • Impôt	29
Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	29
Note 9 • Structure financière et coûts financiers	30
9.1. Trésorerie nette	30
9.2. Emprunts et dettes financières.....	30
9.3. Résultat financier	33
9.4. Juste valeur des instruments financiers.....	34
Note 10 • Capitaux propres	36
10.1. Capital social	36
10.2. Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle.....	36
10.3. Distribution de dividendes	37
Note 11 • Provisions	37
11.1. Décomposition et variations	37
11.2. Passifs éventuels	38
Note 12 • Parties liées	38

Annexe aux comptes consolidés

Période de six mois close au 30 juin 2016

(données en millions d'euros)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Finatis SA est une société anonyme de droit français et cotée sur Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Finatis ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 29 juillet 2016, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés semestriels du groupe Finatis pour le semestre se terminant le 30 juin 2016.

Note 1 • Principes comptables généraux

1.1. Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Finatis sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2015 qui sont disponibles sur simple demande au siège social de la société situé au 83, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.finatis.fr.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2015 à l'exception du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier (note 9.3) et des changements comptables liés aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2016, qui n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés du Groupe (voir ci-après).

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016. Ces nouveaux textes présentés ci-dessous qui trouvent à s'appliquer dans le Groupe, n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers consolidés du Groupe et sauf indication contraire sont d'application prospective.

- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2010-2012 : Les normes concernées sont notamment :
 - IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions :
Ces amendements viennent préciser la définition de « conditions d'acquisition » par la définition séparée de « condition de performance » et « condition de service ».
 - IFRS 3 – Regroupements d'entreprises :
Ces amendements viennent préciser que les variations de juste valeur de la contrepartie éventuelle qui ne sont pas des ajustements de la période d'évaluation sont comptabilisées en résultat net.

- IAS 8 – Secteurs opérationnels :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils requièrent de fournir dans l'annexe aux comptes les jugements sur lesquels s'est basée la direction lorsque des secteurs opérationnels ont été regroupés.
- IAS 24 – Informations relatives aux parties liées :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils viennent préciser que parmi les entités considérées comme étant une partie liée, est ajoutée le cas de figure de l'entité, ou de tout membre du groupe dont ils font partie, qui fournit des prestations de direction à l'entité de reporting. Dans ce cas de figure, l'entité de reporting est exemptée de fournir le montant des rémunérations versées aux principaux dirigeants par l'entité en application du paragraphe 17 mais doit indiquer le montant des honoraires versés à l'entité prestataire de services.
- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2012-2014 : Les normes concernées sont notamment :
 - IAS 34 – Information financière intermédiaire :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils précisent l'expression "ailleurs dans le rapport financier intermédiaire" du paragraphe 16A, en exigeant une référence croisée au niveau des états financiers intermédiaires permettant au lecteur de localiser l'information lorsqu'elle se trouve dans le rapport financier intermédiaire mais pas dans les notes aux états financiers.
- Amendements IAS 1 – Initiative informations à fournir :
Ces amendements viennent préciser les dispositions sur deux points :
 - *l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension,*
 - *l'application du jugement professionnel, en modifiant à la marge certaines formulations considérées comme prescriptives et ne laissant de ce fait pas de place au jugement.*

1.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2015.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les valeurs recouvrables des impôts différés actifs ;
- Les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux, ainsi que la reconnaissance et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (TVA ou assimilés) (notamment note 5.1) ;
- la détermination des justes valeurs des instruments dérivés (note 9.4).

1.3. Retraitement de l'information comparative

Le tableau ci-dessous présente les incidences des activités abandonnées (note 3.1.1), du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier (note 9.3) et de la finalisation de l'allocation du prix suite à la prise de contrôle de Disco sur le compte de résultat consolidé du 30 juin 2015 par rapport à ce même état publié fin juillet 2015.

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2015 publié	Activités abandonnées	Finalisation allocation du prix Disco	Mobilisation de créances sans recours	1^{er} semestre 2015 retraité
Chiffre d'affaires	24 003	(2 087)			21 916
Résultat opérationnel courant	500	(133)			367
Résultat opérationnel	569	(132)	(2)		435
Résultat financier	(484)	10			(474)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	(322)	11		152	(159)
<i>Autres produits et charges financiers</i>	(162)	(1)		(152)	(315)
Résultat avant impôt	85	(122)	(2)		(39)
Produit (charge) d'impôt	12	26			38
Résultat net des activités poursuivies	134	(97)	(1)		36
Résultat net des activités abandonnées	4	97			101
Résultat net de l'ensemble consolidé	138		(1)		137
<i>Dont part du Groupe</i>	(45)				(45)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	183		(1)		182

Note 2 • Faits marquants

— *Cession des activités en Thaïlande et au Vietnam (voir note 3.1.1)*

— *Evolution de la notation de crédit de l'agence Standard & Poor's*

Standard & Poor's a annoncé le 21 mars 2016 la dégradation de la notation de Casino de BBB- à BB+ perspective stable. Cette dégradation fait suite à l'annonce par l'agence le 15 janvier 2016 de la « mise sous revue » (CreditWatch) de la notation BBB- du groupe Casino, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil.

Cette modification de la note a pour conséquence une augmentation de 1,25% du coupon annuel payé sur les emprunts obligataires du groupe Casino. Cette augmentation est effective à partir du jour suivant la date de paiement du coupon annuel sur chacune des émissions obligataires. L'impact de cette clause, non significatif au premier semestre 2016, est estimé autour de 15 M€ sur l'année 2016 et légèrement supérieur à 70 M€ (en prenant en compte l'effet des rachats obligataires intervenus sur le premier semestre et décrits ci-dessous). Cette dégradation de la notation de Casino n'a aucune conséquence sur l'exigibilité des dettes de Casino et il n'existe aucun covenant lié à la notation de Casino.

— *Exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix*

Le 3 mai 2016, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des obligations remboursables en action (« ORA ») émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB. Cette opération a été réalisée le 10 mai 2016 avec un prix d'exercice de 508 M€ (dont 500 M€ de nominal et 8 M€ d'intérêts) et a généré un produit financier de 13 M€ reconnu en « Coût de l'endettement financier net » ainsi qu'un impact sur les capitaux propres consolidés de -502 M€ (dont -480 M€ sur les intérêts ne donnant pas le contrôle et -22 M€ sur les capitaux propres part du Groupe).

— *Projet de lancement d'une offre publique d'achat des actions de Cnova N.V.*

Le 12 mai 2016, le groupe Casino a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. détenues par les actionnaires du flottant à un prix de 5,5 dollars américains par action soit un montant total maximal d'environ 196 M\$. Cette offre est notamment conditionnée à la réalisation de l'opération de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova détiendrait exclusivement Cdiscount. Via Varejo absorberait Cnova Brésil et cesserait d'être actionnaire de Cnova ce qui conduirait GPA à perdre le contrôle de Cnova. Cette opération, qui pourrait intervenir au cours du 2^{ème} semestre 2016, reste toutefois conditionnée à la bonne fin des négociations en cours pour s'assurer du soutien des actionnaires minoritaires de Via Varejo.

Cette réorganisation potentielle étant réalisée entre sociétés intégrées globalement, ses effets sur les comptes consolidés du groupe Casino seraient éliminés à l'exception des éventuels effets fiscaux et frais liés au projet.

— *Protocole d'accord avec la famille Baud et prise de contrôle de la société Geimex*

Le 25 mai 2016, le groupe Casino et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient depuis 2007. Cet accord prévoit notamment le rachat par le Groupe de la participation de 50% détenue par la famille Baud dans la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international et jusqu'à présent contrôlée conjointement par les deux parties. Cette prise de contrôle est soumise à des conditions suspensives dont l'autorisation des autorités de la concurrence et sera donc effective une fois ces conditions suspensives levées.

— *Rachat de titres obligataires*

Suite à une offre de rachat obligataire lancée par le groupe Casino, les obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026 ont été rachetées et annulées le 15 juin 2016 pour des montants notionnels respectivement de 134 M€, 158 M€ et 245 M€.

Par ailleurs, le groupe Casino a procédé au cours du premier semestre au rachat sur le marché de titres obligataires de même maturité que ci-dessus pour une valeur notionnelle globale de 108 M€ (13 M€, 42 M€ et 53 M€ respectivement sur les obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026).

L'incidence comptable de l'ensemble de ces opérations de rachat se résume ainsi :

- Diminution de la dette financière brute y compris composante de réévaluation liée aux couvertures : 665 M€ (note 9.2.2) ;
- Diminution des dérivés de couverture : 20 M€ (note 9.2.2) ;
- Reconnaissance d'un gain de 38 M€ présenté en « Coût de l'endettement » (note 9.3.1).

Suite à ces opérations et au remboursement de l'obligation de maturité avril 2016, la maturité moyenne des dettes obligataires est passée de 5,8 années à fin 2015 à 5,3 années au 30 juin 2016.

— *Irrégularités dans la filiale Cnova Brazil*

La finalisation des investigations a abouti à la reconnaissance d'une charge nette complémentaire de 35 M€ présentée en « autres charges opérationnelles » (note 6.3). Cette charge comprend principalement la dépréciation d'actifs incorporels pour 16 M€, des ajustements de « cut-off » pour 10 M€ et une mise au rebut d'actifs immobilisés corporels pour 5 M€. Casino a estimé que la quote-part de ces ajustements correspondant à des erreurs sur les exercices passés n'était pas suffisamment significative pour justifier un retraitement des comptes antérieurement publiés. La filiale a enregistré son rapport annuel 20-F auprès de la SEC le 21 juillet dernier.

Note 3 • Périmètre de consolidation

3.1. Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2016

3.1.1. Cessions des activités en Asie

— *Cession des activités thaïlandaises*

Le 14 janvier 2016, le groupe Casino a annoncé son intention de céder sa participation dans sa filiale Big C Supercenter PCL, cotée en Thaïlande (« Big C »). La cession a été réalisée le 21 mars 2016 à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3 068 M€ net de frais générant une plus-value de cession nette d'impôt de 2 315 M€ (note 3.2).

Par ailleurs, dans le cadre de cette transaction, Cnova a procédé à la cession de ses intérêts économiques dans Cdiscount Thaïlande au groupe BJC pour un montant de 28 M€ net de frais (y compris le remboursement d'un prêt pour 6 M€) générant ainsi une plus-value de cession nette d'impôt de 27 M€ (note 3.2).

— Cession des activités vietnamiennes

Le 29 avril 2016, le groupe Casino a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 Md€. La décision de céder les activités au Vietnam avait été prise en fin d'année 2015 et de ce fait, les actifs et les passifs attachés aux activités e-commerce et Retail du sous-groupe au Vietnam avaient été classés en actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2015. Le produit de cession pour le Groupe s'élève à 879 M€ net de frais de cession générant une plus-value de cession nette d'impôt de 528 M€ (note 3.2).

Consécutivement à la cession de ces activités en Thaïlande et au Vietnam qui représentaient la totalité du secteur opérationnel « Asie » et une partie du secteur opérationnel « e-commerce », et en application de la norme IFRS 5 – Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées, le Groupe a présenté le résultat net après impôt des activités en Thaïlande et au Vietnam ainsi que la plus-value générée sur la cession de ces activités sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net des activités abandonnées ».

Par ailleurs, le compte de résultat consolidé au 30 juin 2015 a été retraité afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies (notes 1.3 et 3.2). Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont également présentés en note 3.2.

3.1.2. Acquisition de titres Exito

Entre le 1^{er} mars et le 28 mars 2016, le groupe Casino a acquis 2,4 millions de titres de sa filiale Exito pour un montant total de 11 M\$ (soit 10 M€) (note 4.3) portant sa participation de 54,77 % à 55,30 %. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 2 M€ et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -13 M€.

3.1.3. Acquisition de titres GPA

En juin 2016, le groupe Casino a procédé à l'acquisition de 0,97 million d'actions de préférence pour un montant de 11 M€ (note 4.3) portant sa participation de 32,76 % à 33,23 %. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 2 M€ et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -13 M€.

3.1.4. Opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix – Leader Price

Dans le cadre de la poursuite de projets de redéploiement des franchisés chez Franprix-Leader Price, la filiale a cédé au cours de la période à deux masterfranchisés un ensemble de magasins Franprix et Leader Price dont la gestion en mode intégré était déficitaire. Les magasins ont été cédés à hauteur de 51 % générant une perte nette de -65 M€ reconnue en « Autres charges opérationnelles » (note 6.3). Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, l'incidence sur le chiffre d'affaires aurait été de -33 M€ ; l'incidence sur le résultat avant impôt aurait été nulle.

Parallèlement, les mêmes masterfranchisés ont pu investir dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price bénéficiaires à hauteur de 49 %. Ces cessions sans perte de contrôle n'ont pas d'impact significatif sur les capitaux propres part du Groupe.

Par ailleurs, Franprix - Leader Price a pris le contrôle de différents sous-groupes sur le 1^{er} semestre 2016. Les montants décaissés pour ces acquisitions s'élèvent à 8 M€ et ont généré un goodwill provisoire de 8 M€. Ces sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, la réévaluation conformément à IFRS 3 de la quote-part antérieurement détenue a généré un produit de 3 M€.

La contribution des activités de ces sous-groupes au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période est respectivement de 4 M€ et -3 M€.

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt aurait été respectivement de 3 M€ et -1 M€.

3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1. Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente et les passifs rattachés s'élevaient respectivement à 17 M€ et 0 M€ au 30 juin 2016 (au 31 décembre 2015 : respectivement 538 M€ et 184 M€). Ils étaient composés principalement des actifs Retail et e-commerce du sous-groupe au Vietnam au 31 décembre 2015. La variation à la baisse s'explique par les opérations décrites en note 3.1.1.

3.2.2. Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées composé essentiellement de la Thaïlande et du Vietnam (note 3.1.1) est présenté ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016 ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	747	2 087
Charges	(709)	(1 958)
Résultat avant impôt	38	129
Charge d'impôt	(9)	(28)
Résultat net	29	101
Résultat de cession des activités abandonnées	2 899	
<i>Prix de cession</i>	4 054	
<i>Frais relatifs aux cessions</i>	(86)	
<i>Actif net comptable cédé</i>	1 160	
<i>Recyclage des autres éléments du résultat global</i>	91	
Impôt sur cession des activités abandonnées	(27)	
Résultat net des activités abandonnées ⁽²⁾	2 901	101
Résultat de base par action, des activités abandonnées, part du Groupe	134,25	2,68
Résultat dilué par action, des activités abandonnées, part du Groupe	134,25	2,68
<p>(1) Représente principalement 2 mois d'activité avant la cession effective des activités thaïlandaises en date du 21 mars 2016 et 4 mois d'activité avant la cession effective des activités vietnamiennes en date du 29 avril 2016</p> <p>(2) Le résultat des activités abandonnées de la période qui s'élève à 2 901 M€ est attribuable à hauteur de 748 M€ à la part du Groupe et à hauteur de 2 153 M€ aux intérêts ne donnant pas le contrôle (sur le 1^{er} semestre 2015 : 101 M€ attribuable à hauteur de 15 M€ à la part du Groupe et à hauteur de 86 M€ aux intérêts ne donnant pas le contrôle).</p>		

Les autres éléments du résultat global composé essentiellement de la Thaïlande et du Vietnam) sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(148)	86
Ecart de conversion	(178)	86
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	47	
Effets d'impôt	(17)	
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	5	
Ecart actuariel	6	
Effets d'impôt	(1)	
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités abandonnées	(143)	86

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées, essentiellement thaïlandaises et vietnamiennes, sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(209)	103
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	3 737	(75)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	340	(42)
Flux nets de la période	3 868	(14)

Les incidences des cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur l'état de la situation financière consolidée du groupe Casino sont présentées ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	2016 ⁽¹⁾
Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 940
Autres actifs non courants	161
Actifs non courants	2 101
Autres actifs courants	451
Trésorerie et équivalents de trésorerie	118
Actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽²⁾	460
Actifs courants	1 029
Total actifs	3 130
Passifs financiers non courants	145
Autres passifs non courants	78
Passifs non courants	223
Passifs financiers courants	355
Fournisseurs	486
Autres passifs courants	202
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽³⁾	144
Passifs courants	1 187
Total passifs	1 410
Actif net	1 720
<i>Dont actif net part du groupe</i>	<i>1 160</i>
<i>Dont actif net des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>559</i>
Contrepartie reçue nette de frais décaissés (note 4.2)	3 985
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés (note 4.2)	225
Entrée nette de trésorerie (note 4.2)	3 760
<p>(1) A la date de perte de contrôle de chacune des activités. (2) Dont 107 M€ de trésorerie et équivalents de trésorerie. (3) Dont 64 M€ d'emprunts et dettes financières.</p>	

3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1. Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

<i>(en millions d'euros)</i> Sociétés	Ouverture	Quote-part de résultat net de la période	Dividendes versés	Variations périmètre et change	Clôture
VARIATIONS SUR L'EXERCICE 2015					
Entreprises associées					
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	122	30	(34)	(30)	88
Banque du Groupe Casino	80	1		(1)	80
Mercialys ⁽¹⁾	457	35	(62)	(39) ⁽²⁾	391
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	21	(9)		(2)	10
Autres	50	(2)		(8)	40
Coentreprises					
Disco ⁽³⁾	129			(129)	
Geimex	50	3	(25)		28
Autres	8	7		(6)	9
Total	917	65	(121)	(215)	646
VARIATIONS SUR LE 1^{er} SEMESTRE 2016					
Entreprises associées					
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	88	15		19	122
Banque du Groupe Casino	80	1			81
Mercialys ⁽¹⁾	391	21	(22)		390
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	10	(20)		19	9
Autres	40	(1)	1	4	44
Coentreprises					
Geimex	28	1			29
Autres	9	1		(1)	9
Total	646	18	(21)	41	684
<p>(1) Depuis le 21 juin 2013, date de perte de contrôle, Mercialys est consolidée à hauteur de 40,25 % selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Casino (1 % supplémentaire du capital de Mercialys est consolidé au niveau de Foncière Euris depuis 2015). Par ailleurs, les sociétés Rallye et Foncière Euris ont contracté auprès d'établissements financiers des instruments dérivés (TRS) portant sur 2,0 % et 3,5 % du capital de Mercialys au 31 décembre 2015, ces pourcentages sont inchangés au 30 juin 2016 (voir note 9.3.2 Autres produits et charges financiers).</p> <p>(2) La variation négative de 39 M€ en 2015 résultent notamment de la neutralisation des plus-values dégagées lors des cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à hauteur de sa quote-part détenue dans cette entité.</p> <p>(3) Depuis le 1^{er} janvier 2015, date de prise de contrôle, le sous-groupe Disco est consolidé par intégration globale.</p>					

3.3.2. Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, il n'existe pas de passif éventuel significatif dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.3. Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

<i>(en millions d'euros)</i>	Transactions du 1 ^{er} semestre				Solde à la clôture			
	Entreprises associées		Coentreprises		Entreprises associées		Coentreprises	
	2016	2015	2016	2015	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
Créances	50	(1)		(11)	126	76	4	4
Dettes	2	(17)	(2)	(4)	31	29	3	5
Charges ⁽¹⁾	57	37	24	20				
Produits ⁽²⁾	77	161	17	8				

(1) Dont loyers hors charges locatives au titre de 88 baux signés avec Mercialis (entreprise associée) pour 30 M€ en 2016 (en 2015 : 92 baux pour 19 M€). Au 31 décembre 2015, les engagements de loyers envers Mercialis portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 99 M€ dont 43 M€ à moins d'un an.

(2) Dont dividendes reçus de Mercialis pour 22 M€ (au 30 juin 2015 : 33 M€) et produits liés aux opérations immobilières avec Mercialis présentés en « Autres revenus » pour 47 M€ (en 2015 : 117 M€).

Dans le cadre de la convention de partenariat entre Casino et Mercialis et dans la continuité des opérations de cessions d'actifs qui avaient eu lieu en 2014 et 2015, Casino a cédé sur le premier semestre à Mercialis des projets de développements immobiliers (dont 2 sites Monoprix) pour un montant total de 73 M€ générant, après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialis et du taux d'avancement de chaque opération, la reconnaissance d'autres revenus pour 34 M€ et une contribution positive en EBITDA de 16 M€.

En complément, Mercialis a conclu un accord avec l'OPPCI SEREIT France au travers duquel Mercialis a apporté à la SCI Rennes – Anglet les murs de deux hypermarchés, d'une galerie marchande et d'une moyenne surface, issus d'opérations de cessions de projets de développements immobiliers effectués par Casino à Mercialis en 2014. Cette société est détenue à 30 % par Mercialis et 70 % par l'OPPCI SEREIT France. Cette opération a conduit à la reconnaissance en « autres revenus » de 13 M€ au titre de la fraction complémentaire de 70 % du résultat de promotion immobilière qui avait été antérieurement éliminée à hauteur de 40 % et une contribution en EBITDA de 10 M€.

Par ailleurs, le groupe Casino bénéficie d'une option d'achat exerçable le 31 juillet 2018, à sa main et sous certaines conditions, portant soit (i) sur les actifs immobiliers détenus par la SCI Rennes – Anglet valorisés à un prix fixe de 64 M€ soit (ii) sur les titres de la SCI Rennes – Anglet détenus par l'OPPCI SEREIT France valorisés à la valeur de marché (ANR) de la société, cette dernière prenant en compte une valeur de marché hors droits des actifs immobiliers de 64 M€.

Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1. Variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) lié à l'activité

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2016 ⁽¹⁾	2015 ⁽¹⁾
Stocks	(63)	(63)
Fournisseurs	(1 800)	(1 279)
Créances clients et comptes rattachés	(393)	58
Créances liées aux activités de crédit	17	88
Financement des activités de crédit	18	(141)
Autres	(343)	(406)
Variation du BFR lié à l'activité	(2 564)	(1 743)

(1) Comprend les flux liés aux activités abandonnées jusqu'à leur date de cession (note 3.2.2).

4.2. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2016	2015 ⁽¹⁾
Montant payé pour les prises de contrôle	(43)	(195)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(10)	47
Montant reçu pour les pertes de contrôle ⁽¹⁾	3 985	27
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle ⁽²⁾	(228)	
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	3 704	(121)

(1) Correspond aux cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur la période close au 30 juin 2016.

(2) Dont 225 M€ relatifs aux activités thaïlandaises et vietnamiennes cédées.

Au 30 juin 2016, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement des cessions de Big C Thaïlande à hauteur de 2 989 M€ et de Big C Vietnam à hauteur de 770 M€ (note 3.2.2).

Au 30 juin 2015, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement des prises de contrôle de magasins de Super Inter réalisées en 2015 à hauteur de -90 M€, des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion par le sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de -18 M€ et -14 M€, de la trésorerie acquise de Disco à hauteur de 49 M€ ainsi que de l'échange d'actifs dans le cadre de l'accord avec Cafam à hauteur d'un montant net de -17 M€.

4.3. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant le contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre	
		2016	2015
Acquisitions de titres GPA	3.1.3	(11)	
Acquisition de titres Exito	3.1.2	(10)	
Lanin/Devoto			(17)
Autres		(7)	(32)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle		(28)	(49)

4.4. Réconciliation entre variation de trésorerie et variation de dette financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2016	2015 retraité
Variation de la trésorerie nette	(539)	(3 402)
Augmentation d'emprunts et dettes financières	(1 267)	(1 772)
Diminution d'emprunts et dettes financières	1 943	2 283
Variations de dettes sans effet de trésorerie	88	151
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>	(235)	11
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>	(5)	51
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre (note 9.2.3)</i>	566	(2)
<i>Dettes fournisseurs conventionnés (note 9.2.1)</i>	(104)	
<i>Variation de couverture de juste valeur et flux de trésorerie</i>	(31)	40
<i>Intérêts courus</i>	(76)	21
<i>Intérêts liés aux ORA Monoprix (note 9.3.1)</i>	13	11
<i>Autres</i>	(40)	19
Incidence des variations monétaires	(565)	81
Variation de la dette financière nette (note 9.2.2)	(340)	(2 659)
Dette financière nette à l'ouverture	9 490	9 060
Dette financière nette à la clôture (note 9.2.1)	9 830	11 719

Note 5 • Information sectorielle

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé pour évaluer la performance des secteurs opérationnels, conformément à IFRS 8.

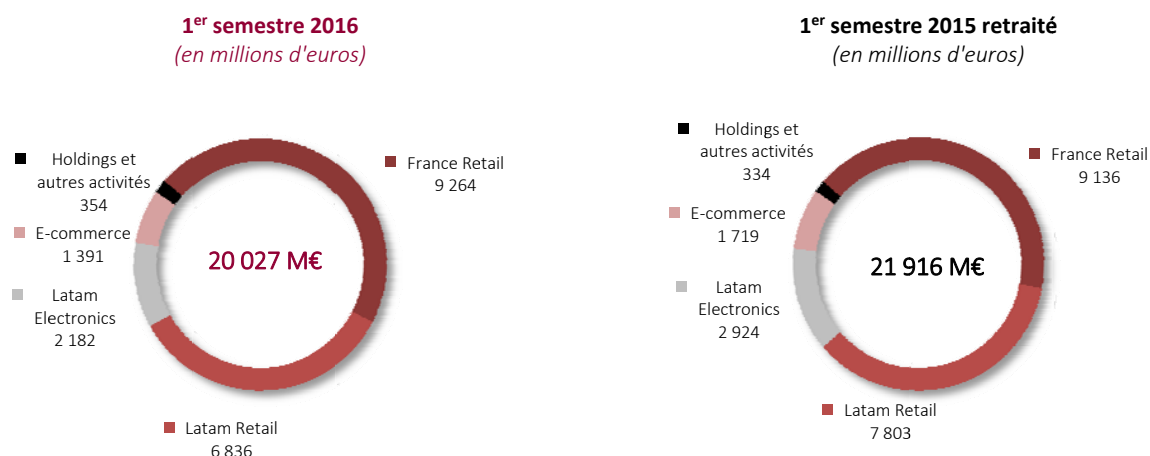
L'information sectorielle comporte 2 secteurs opérationnels correspondant au :

- **pôle « Grande distribution »** qui reflète, après les cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes décrites en note 3.1.1, les 4 différentes activités du groupe Casino, c'est-à-dire : France Retail, Latam Retail, Latam Electronics, et e-commerce.
- **pôle « Holdings et autres activités »** qui regroupe les activités des sociétés holdings, de vente d'articles de sport, et les investissements à caractères financiers et immobiliers. Ces activités prises individuellement ne sont pas significatives au regard du Groupe.

La performance de chaque secteur est évaluée sur la base du chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat opérationnel courant (ROC).

5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel

— Ventilation du chiffre d'affaires par secteur opérationnel



— Ventilation des autres indicateurs par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	Grande Distribution				Holdings et autres activités	Total
	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	E-commerce		
1^{er} semestre 2016						
EBITDA	267 ⁽¹⁾	340 ⁽²⁾	125 ⁽²⁾	(62)	(28)	642
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(182)	(128)	(26)	(18)	(6)	(360)
Résultat opérationnel courant ⁽³⁾	85	212 ⁽²⁾	100 ⁽²⁾	(80)	(35)	282
1^{er} semestre 2015 retraité						
EBITDA	146 ⁽¹⁾	459	226	(30)	(14)	787
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(198)	(160)	(35)	(20)	(7)	(420)
Résultat opérationnel courant ⁽³⁾	(53)	299	191	(50)	(20)	367

(1) Dont 49 M€ au premier semestre 2016 au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France (avant élimination inter-secteurs) contre 81 M€ au premier semestre 2015.

(2) Dont 640 MR\$ (155 M€ dont 85 M€ et 70 M€ respectivement pour Latam Electronics et Latam Retail) de crédits de taxes PIS/COFINS cumulatifs reconnus au cours du semestre en diminution du « coût d'achat complet des marchandises vendues » par GPA (dont 143 M€ au titre d'années antérieures) ; l'ensemble des éléments qui ont permis leur comptabilisation et leur utilisation sur les périodes futures a été obtenu au cours du semestre.

(3) Conformément à IFRS 8 « Secteurs Opérationnels », l'information par secteur opérationnel est établie sur la base du reporting interne et inclut notamment l'affectation des frais de holding du sous-groupe Casino à l'ensemble de ses Business Units.

5.2. Indicateurs clés par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	Grande Distribution				Holdings et autres activités		Total
	France	Amérique Latine	Asie	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
2016							
Chiffre d'affaires externe du premier semestre	10 108	9 562		3	313	41	20 027
Actifs non courants au 30 juin 2016 ⁽¹⁾	13 018	11 884		47	191	117	25 257
2015							
Chiffre d'affaires externe du premier semestre	9 885	11 693		3	296	39	21 916
Actifs non courants au 31 décembre 2015 ⁽¹⁾	13 130	10 143	2 066	43	180	49	25 611

(1) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées ainsi que les charges constatées d'avance long terme.

Note 6 • Données liées à l'activité

6.1. Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2015 avait représenté 51 % du total de l'année (48 % à taux de change moyen de l'année 2015), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2015 par rapport à l'année 2015 : 33 % et 29 % à taux de change moyen de l'année 2015).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement fortement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2. Nature de charges par fonction

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1^{er} semestre 2016
Charges de personnel	(267)	(1 802)	(451)	(2 520)
Autres charges	(539)	(2 046)	(249)	(2 834)
Dotations aux amortissements	(25)	(270)	(66)	(361)
Total	(831)	(4 118)	(766)	(5 715)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

<i>(en millions d'euros)</i>	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1^{er} semestre 2015 retraité
Charges de personnel	(316)	(1 911)	(462)	(2 689)
Autres charges	(589)	(2 209)	(253)	(3 051)
Dotations aux amortissements	(34)	(311)	(76)	(421)
Total	(939)	(4 431)	(791)	(6 161)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.3. Autres produits et charges opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Total des autres Produits opérationnels	44	380
Total des autres Charges opérationnelles	(575)	(312)
	(531)	68
DETAIL PAR NATURE		
Résultat de cession d'actifs non courants ⁽⁶⁾	(10)	23
Provisions et charges pour restructurations ^{(1) (6)}	(144)	(138)
Produits et charges pour litiges et risques ⁽²⁾	(80)	9
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre ^{(3) (6)}	(118)	215
Autres pertes nettes de valeur des actifs ^{(4) (6)}	(26)	(15)
Divers ⁽⁵⁾	(153)	(26)
Total autres produits et charges opérationnels nets	(531)	68
<p>(1) Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2016 concerne principalement le secteur France Retail et GPA pour respectivement 113 M€ et 23 M€. Au 1^{er} semestre 2015, elle concernait les secteurs France Retail et GPA à hauteur respectivement de -88 M€ et -36 M€.</p> <p>(2) Les provisions et charges pour litiges et risques concernent GPA à hauteur de 68 M€. Au 1^{er} semestre 2015, les provisions et charges pour litiges concernant GPA s'élevaient à un produit de 11 M€.</p> <p>(3) La charge de 118 M€ constatée au 1^{er} semestre 2016 résulte notamment des opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price décrites en note 3.1.4 pour 65 M€ et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 28 M€. Au 1^{er} semestre 2015, le produit de 215 M€ résultait principalement de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Disco lors de sa prise de contrôle pour 262 M€.</p> <p>(4) La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2016 porte principalement sur des actifs isolés de magasins du secteur France Retail (essentiellement Franprix-Leader Price) pour 22 M€. La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2015 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail et e-commerce.</p> <p>(5) Dont principalement la charge liée aux irrégularités de la filiale Cnova Brazil à hauteur de -76 M€ dont -41 M€ de coûts liés aux investigations et -35 M€ liés aux corrections d'erreurs (note 2) et la taxe sur les surfaces commerciales en France (TASCOM) 2015 à hauteur de -43 M€. Un changement de législation fiscale relatif à la TASCOM a abouti pour cette année à comptabiliser deux charges sur la période (TASCOM pour l'exercice 2015 comptabilisée intégralement en début d'année 2016 et présentée en autres charges opérationnelles et TASCOM pour l'exercice 2016 comptabilisée dorénavant de manière étalée linéairement sur l'année en résultat opérationnel courant).</p> <p>(6) Réconciliation de détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations : cf. tableau ci-dessous.</p>		

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Pertes de valeur des goodwill	(1)	(1)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(7)	4
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(70)	2
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs financiers disponibles à la vente	(1)	(4)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des autres actifs	(2)	(7)
Total pertes nettes de valeur des actifs	(81)	(6)
Dont présenté en "Provisions et charges pour restructurations" ⁽¹⁾	(47)	2
Dont présenté en "Autres pertes nettes de valeur des actifs"	(26)	(15)
Dont présenté en "Produits/(charges) nets liés à des opérations de périmètre"	(7)	
Dont présenté en "Résultat de cession d'actifs non courants"	(1)	7
<p>(1) Dont respectivement 31 M€ et 16 M€ concernant Franprix-Leader Price et Distribution Casino France (branche Proximité) au 30 juin 2016.</p>		

Note 7 • Impôt

Le Groupe constate un produit d'impôt de 24 M€ au 30 juin 2016, contre un produit de 38 M€ au 30 juin 2015. Celui-ci provient essentiellement du groupe Casino (19 M€) et correspond pour le groupe Casino à un taux d'impôt effectif de -4,3 % au 30 juin 2016 à comparer à 78,8 % au 30 juin 2015 retraité.

La variation résulte principalement de l'impôt non reconnu sur les déficits reportables en 2016 compensé en partie par le produit de réévaluation non taxable reconnu en 2015 lors de la prise de contrôle de Disco.

Les déficits fiscaux reportables activés sont localisés principalement au niveau de GPA et dans Casino, Guichard-Perrachon (pas d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2015).

Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 714 M€ contre 711 M€ lors de la même période en 2015.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2016 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2015, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant total de 77 M€ ont été comptabilisées sur la période (note 6.3) qui concernent principalement le secteur France Retail (74 M€). S'agissant des goodwill, les tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Distribution Casino France : magasins hypermarchés, supermarchés et proximité), Casino Restauration, Latam Retail (GPA alimentaire) et e-commerce Brésil et n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2016. La variation raisonnable d'hypothèses clés ne remettrait pas en cause la conclusion de ces examens.

Note 9 • Structure financière et coûts financiers

9.1. Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
Equivalents de trésorerie	1 619	3 010
Disponibilités	2 586	1 721
Trésorerie brute ⁽¹⁾	4 205	4 731
Concours bancaires courants (note 11.2.3)	(82)	(198)
Trésorerie nette	4 123	4 533

Au 30 juin 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

Opérations de gestion de créances et des dettes fournisseurs

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2. Emprunts et dettes financières

9.2.1. Composition de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016			31/12/2015		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	7 853	1 088	8 941	8 915	759	9 674
Autres emprunts et dettes financières	2 559	2 817	5 376	3 054	2 303	5 357
Dettes fournisseurs conventionnées ⁽²⁾		163	163		282	282
Contrats de location-financement	86	22	108	65	15	80
Dérivés passifs de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie ⁽³⁾	65	76	141	7	4	11
Total passifs financiers	10 563	4 166	14 729	12 041	3 363	15 404
Dérivés actifs de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie ⁽⁴⁾	(482)	(102)	(584)	(438)	(260)	(698)
Part Groupe des actifs détenus en vue de la vente nets des passifs associés		(14)	(14)		(315)	(315)
Titres de placement et assimilés ⁽⁵⁾	(18)	(78)	(96)		(170)	(170)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(4 205)	(4 205)		(4 731)	(4 731)
Total actifs financiers	(500)	(4 399)	(4 899)	(438)	(5 476)	(5 914)
Endettement financier net	10 063	(233)	9 830	11 603	(2 113)	9 490

(1) Dont 8 554 M€ et 387 M€ respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016.

(2) Correspond principalement aux dettes fournisseurs conventionnées (reverse factoring) de l'entité Via Varejo (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés inclus dans le rapport annuel 2015). Au cours du semestre, 325 M€ ont été versés aux factors et sont présentés dans les flux de financement du tableau des flux de trésorerie.

(3) Dont 101 M€, 27 M€ et 12 M€ respectivement en Latam Retail, E-commerce et France au 30 juin 2016.

(4) Dont 503 M€ et 80 M€ respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016.

(5) Les actifs financiers de couverture courants et les titres de placement et assimilés sont regroupés dans le poste « Autres actifs financiers ».

9.2.2. Ventilation de la dette financière nette

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016				31/12/2015			
	Dette financière ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette	Dette financière ⁽¹⁾	Trésorerie et équivalent de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette
Finatis	94	(1)		93	131	(1)		130
Foncière Euris holding	236	(10)		226	240	(58)		182
Périmètre Rallye ⁽²⁾	3 142	(39)		3 103	3 186	(80)		3 107
Casino	10 504	(4 147)	(14)	6 343	11 042	(4 716)	(252)	6 073
France Retail	6 906	(2 866)	(12)	4 028	7 787	(1 681)	(24)	6 082
Latam Retail	2 908	(643)	(2)	2 263	2 231	(1 236)	(2)	993
<i>Dont GPA alimentaire</i>	<i>1 537</i>	<i>(401)</i>		<i>1 136</i>	<i>1 091</i>	<i>(864)</i>		<i>227</i>
<i>Dont Exito ⁽³⁾</i>	<i>1 371</i>	<i>(242)</i>	<i>(2)</i>	<i>1 127</i>	<i>1 140</i>	<i>(372)</i>	<i>(2)</i>	<i>766</i>
Latam Electronics	241	(463)		(222)	427	(1 294)		(867)
Asie					559	(188)	(225)	146
<i>Dont Thaïlande</i>					<i>306</i>	<i>(60)</i>		<i>246</i>
<i>Dont Vietnam ⁽⁴⁾</i>					<i>253</i>	<i>(128)</i>	<i>(225)</i>	<i>(100)</i>
E-Commerce ⁽⁴⁾	450	(175)		275	39	(318)	(1)	(280)
Filiales de projets immobiliers	73	(8)		65	3	(5)		(2)
Total	14 049	(4 205)	(14)	9 830	14 602	(4 860)	(252)	9 490
Trésorerie nette après élimination intragroupe des activités Retail et E-commerce du Vietnam classées selon IFRS 5 ⁽⁴⁾					(66)	129	(63)	
Endettement financier net	14 049	(4 205)	(14)	9 830	14 536	(4 731)	(315)	9 490

(1) Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers.
(2) Groupe Go Sport contribue à hauteur de 172 M€ au 30 juin 2016 et 150 M€ au 31 décembre 2015.
(3) Exito hors GPA, incluant l'Argentine et l'Uruguay.
(4) Compte tenu du processus de vente de Big C Vietnam (annoncé au marché le 15 décembre 2015), le Groupe a appliqué IFRS 5 sur les activités vietnamiennes (y compris Cdiscount Vietnam) au 31 décembre 2015. La position de trésorerie nette des deux activités (63 M€ au 31 décembre 2015) a été reclassée en « Actifs détenus en vue de la vente » selon IFRS 5.

9.2.3. Variation des dettes financières

<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
Passifs financiers à l'ouverture	15 404	17 509
Instruments financiers dérivés actifs	(698)	(588)
Dettes financières à l'ouverture (y compris instruments de couverture et de flux de trésorerie)	14 706	16 921
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	1 267	3 814
Remboursements d'emprunts ⁽²⁾	(1 943)	(5 953)
Variation de la juste valeur des emprunts couverts	4	(48)
Ecarts de conversion	408	(500)
Variation de périmètre ⁽³⁾	(564)	26
Reclassement en passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente	66	60
Autres ⁽⁴⁾	201	386
Dettes financières à la clôture (y compris instruments de couverture et de flux de trésorerie)	14 145	14 706
Passifs financiers à la clôture	14 729	15 404
Instruments financiers dérivés actifs de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie	(584)	(698)
<p>(1) Sur le 1^{er} semestre 2016, les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) la variation nette de billets de trésorerie court terme pour 274 M€, (b) l'utilisation des lignes de crédit par Exito et Rallye pour respectivement 144 M€ et 75 M€, (c) la souscription de nouveaux emprunts sur les filiales brésiliennes pour un montant de 287 M€ dont 128 M€ chez GPA et 159 M€ chez Cnova Brésil et sur l'entité Big C Thaïlande pour 207 M€ et 50 M€ chez Rallye, et (d) l'émission d'un emprunt obligataire chez GPA pour 121 M€.</p> <p>(2) Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2016 sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon et GPA pour respectivement 1 034 M€ (dont (a) rachat des titres obligataire pour 645 M€ décrit en note 2 et (b) remboursement d'un emprunt obligataire pour 386 M€) et 428 M€ dont 255 M€ de dettes fournisseurs conventionnés et 260 M€ relatifs à Rallye (soit 100 M€ d'emprunts bancaires, 125 M€ de variation nette de billets de trésorerie à court terme et le rachat de titres obligataires pour 35 M€).</p> <p>(3) Dont -502 M€ suite à la cession des activités thaïlandaises et -64 M€ relatifs à la cession des activités vietnamiennes (note 3.2.2).</p> <p>(4) Dont 180 M€ de dettes fournisseurs conventionnés au 30 juin 2016 (425 M€ au 31 décembre 2015)</p>		

9.3. Résultat financier

Le Groupe a revu en 2016 la présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier. Ces coûts qui étaient présentés dans la rubrique « coût de l'endettement financier net » sont désormais présentés dans la rubrique « autres produits et charges financiers ». Le Groupe estime que ce changement de méthode volontaire renforce la pertinence de l'information financière publiée par le Groupe car il permet désormais de rapprocher directement les agrégats « coût de l'endettement net » et « dette financière nette ». S'agissant d'un changement de méthode, la nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective qui a conduit à retraiter l'année 2015, comme si cette présentation avait toujours été appliquée.

PRINCIPES COMPTABLE

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des emprunts et dettes financières pendant la période, notamment les produits et résultats de cession des équivalents de trésorerie, la charge d'intérêts attachée aux emprunts et dettes financières, les résultats de couverture de taux (y compris la part inefficace) et les effets de change y afférents ainsi que les coûts liés aux dettes fournisseurs conventionnés.

Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne font pas partie du coût de l'endettement financier net. Sont compris notamment dans cette rubrique : les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les coûts de mobilisation de créances, les résultats d'actualisation (y compris l'actualisation des provisions de retraite), les variations de juste valeur des dérivés actions et les pertes de valeur et résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie et équivalents de trésorerie. Cette rubrique comprend également les effets de change, hors ceux portant sur les éléments constitutifs de trésorerie et équivalents de trésorerie et sur les emprunts et dettes financières qui sont présentés en coût de l'endettement financier net ainsi que ceux liés à la part efficace des couvertures comptables d'opérations d'exploitation qui sont présentés en résultat opérationnel.

Les escomptes financiers obtenus pour paiement rapide sont portés en produits financiers pour la part correspondant au taux normal d'intérêt du marché et en réduction du prix d'achat pour le supplément.

9.3.1. Coût de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité ⁽¹⁾
Résultat de cession des équivalents de trésorerie		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	68	101
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	68	101
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture ⁽²⁾	(258)	(256)
Charges financières de location-financement	(5)	(4)
Coût de l'endettement financier brut	(263)	(260)
Total du coût de l'endettement financier net	(195)	(159)

(1) Consécutivement au changement de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier, les comptes au 30 juin 2015 ont été retraités. Ainsi, la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » a été retraitée à hauteur de 152 M€ au 30 juin 2015.

(2) Au cours du 1^{er} semestre 2016, un produit de 13 M€ a été reconnu suite à l'exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix (note 2). Par ailleurs, dans le cadre des rachats obligataires décrits en note 2, un gain de 38 M€ a été reconnu sur le 1^{er} semestre 2016. Au cours du premier semestre 2015, un avenant portant sur les obligations remboursables en actions de préférence Monoprix avait révisé à la baisse le taux d'intérêt (Euribor 6 mois + 4,1%) ; un produit de 11 M€ avait été enregistré.

9.3.2. Autres produits et charges financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Produits financiers de participation		
Gains de change (hors opérations de financement)	32	34
Produits d'actualisation et de désactualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽¹⁾	70	10
Variation positive de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	5	6
Autres produits financiers	55	87
Autres produits financiers	163	138
Pertes de change (hors opérations de financement)	(31)	(36)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(5)	(8)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽¹⁾	(13)	(182)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	(3)	(6)
Coût de mobilisation de créances sans recours ⁽²⁾	(138)	(152)
Autres charges financières	(65)	(69)
Autres charges financières	(255)	(453)
Total autres produits et charges financiers	(92)	(315)

(1) Au 30 juin 2016, le produit net de 57 M€ reflète principalement la variation de valeur du TRS GPA (19 M€), du forward GPA (16 M€), du TRS BIG C Thaïlande qui a fait l'objet d'un dénouement sur le semestre (23 M€) ainsi que des TRS Mercialys contractés par Foncière Euris et Rallye (3 M€) représentant respectivement 3,5 % et 2,0 % du capital de Mercialys. Au cours du 1^{er} semestre 2015, la charge nette de 172 M€ reflétait principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (-17 M€) et GPA (-74 M€), du forward GPA (-80 M€) ainsi que des TRS Mercialys contractés par Foncière Euris et Rallye (7 M€) représentant respectivement 4,52 % et 1,37 % du capital de Mercialys, et d'autres instruments dérivés (-4 M€).

(2) Les coûts de mobilisation de créances sans recours étaient présentés auparavant sur la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » (note 9.3).

9.4. Juste valeur des instruments financiers

Ci-dessous, les tableaux présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

La hiérarchie de la juste valeur se présente en 3 niveaux : Niveau 1 = prix de marché, Niveau 2 = modèles avec des paramètres observables et Niveau 3 = modèles avec des paramètres non observables.

— *Juste valeur des actifs financiers*

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2016					
Actifs comptabilisés à la juste valeur :					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	118	118		3	115
Dérivés actifs de juste valeur ⁽²⁾	584	584		584	
Autres dérivés actifs	25	25		17	8
Autres actifs financiers	4	4	4		
Au 31 décembre 2015					
Actifs comptabilisés à la juste valeur :					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	122	122			122
Dérivés actifs de juste valeur ⁽²⁾	669	669		669	
Autres dérivés actifs	33	33		33	
Autres actifs financiers	5	5	5		

(1) La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs disponibles à la vente correspondant à des investissements dans des fonds de Private Equity sont valorisés sur la base des données les plus récentes fournies par les gérants de ces fonds. Ces évaluations de juste valeur sont généralement de niveau 3. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note.

(2) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couvertures de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

— *Juste valeur des passifs financiers*

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2016					
Passifs comptabilisés à la juste valeur :					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	141	141		141	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	523	523		523	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	154	154			154
Passifs non comptabilisés à la juste valeur :					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	8 941	9 182	9 045	137	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	5 647	5 650		5 650	
Au 31 décembre 2015					
Passifs comptabilisés à la juste valeur :					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	11	11		11	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	577	577		577	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	152	152			152
Passifs non comptabilisés à la juste valeur :					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	9 674	9 517	9 351	166	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	5 719	5 702		5 702	

(1) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

(2) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur qui utilisent notamment des multiples d'EBITDA.

(3) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture.

(4) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture.

Note 10 • Capitaux propres

10.1. Capital social

Le capital social s'élève à 85 M€. Il est composé de 5 656 860 actions de 15 € de valeur nominale.

10.2. Détail des intérêts ne donnant pas le contrôle

Le tableau suivant présente les informations financières résumées de la principale filiale (Casino) dans lesquelles les intérêts ne donnant pas le contrôle sont significatifs. Ces informations sont présentées en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise de contrôle ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du groupe. Les montants sont présentés avant élimination des comptes et opérations réciproques :

<i>(en millions d'euros)</i>	Groupe Casino	
	2016	2015
<u>Pour la période du premier semestre :</u>		
Chiffre d'affaires, hors taxes	19 673	21 581
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 501	260
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	(80)	181
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	1 279	42
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	1 199	223
Autres éléments du résultat global	1 235	(645)
Résultat global de la période	3 736	(385)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	685	(218)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	1 510	(79)
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	2 195	(297)
<u>Pour le 30 juin 2016 et le 31 décembre 2015 :</u>		
Actifs courants	13 128	13 343
Actifs non courants	26 393	26 490
Passifs courants	(13 596)	(14 914)
Passifs non courants	(11 257)	(12 500)
Actif net	14 668	12 419
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino ⁽¹⁾</i>	6 159	6 536
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino ⁽²⁾</i>	4 881	3 600
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	11 040	10 136
<u>Pour la période du premier semestre :</u>		
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(2 294)	(1 098)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	3 170	(805)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(1 662)	(1 056)
incidences des variations monétaires sur la trésorerie	337	(187)
Variation de trésorerie	(449)	(3 146)
<u>Dividendes versés sur la période aux :</u>		
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle des filiales de Casino</i>	(54)	(82)
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(172)	(182)
Total des dividendes versés par Casino et ses filiales aux intérêts ne donnant pas le contrôle	(226)	(264)

(1) Dont 420 M€ en 2015 correspondant à la composante capitaux propres des ORA Monoprix (500 M€) remboursées sur le premier semestre 2016.

(2) Dont 1 350 M€ relatifs aux émissions de TSSDI Casino.

10.3. Distribution de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 20 mai 2016 a décidé une distribution de dividendes de 2,00 € par action. La mise en paiement du dividende au titre de l'exercice 2015 est intervenue le 7 juillet 2016.

La distribution du dividende comptabilisée en réduction des capitaux propres s'élève à 12 M€ au 1^{er} semestre 2016.

Note 11 • Provisions

11.1. Décomposition et variations

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions au 01/01/2016 ⁽¹⁾	Dotations 1 ^{er} semestre 2016	Reprises 1 ^{er} semestre 2016	Reprises non utilisées 1 ^{er} semestre 2016	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	Provisions au 30/06/2016
Litiges	564	161 ⁽²⁾	(25)	(39)	(1)	117	1	778
Risques et charges divers	137	32	(23)	(25)	(1)		12	132
Restructurations	32	24	(15)	(2)			4	43
Total des provisions	733	217	(63)	(66)	(2)	117	17	953
... dont non courant	542	23	(1)	(21)		116	112	771
... dont courant	191	194	(62)	(45)	(2)	1	(95)	182

(1) Un reclassement de 507 M€ des provisions pour divers risques et charges en provisions pour litiges a été effectué sur les soldes d'ouverture.
(2) La dotation de 161 M€ concerne principalement GPA au regard des autres litiges fiscaux (notamment 184 MRŞ soit 51 M€ au titre de litiges liés à l'impôt sur les bénéfices, les taxes ICMS et PIS/COFINS et des amendes dont les risques ont été réappréciés de possible à probable) et des litiges salariaux.

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les litiges s'élèvent à 778 M€ et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

<i>(en millions d'euros)</i>	Litige PIS / Cofins / CPMF ⁽¹⁾	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2016	74	366	205	78	723
31 décembre 2015	24	294	136	57	511

(1) TVA et taxes assimilées

Dans le cadre de ces litiges, GPA conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « Autres actifs non courants ». A ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA présentées en engagements hors bilan.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016			31/12/2015		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	62	240	2 134	49	198	1 745
Litiges salariaux	233	1	7	165	2	9
Litiges civils et autres	22	4	59	16	2	72
Total	317	245	2 200	229	202	1 826

11.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2015
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	112	95
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	276	477
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	641	526
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	81	84
ICMS (TVA)	1 458	1 386
Litiges civils	241	192
Total	2 809	2 760

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2016, le montant estimé s'élève à 19 M€ (contre 10 M€ au 31 décembre 2015).

Note 12 • Parties liées

La société Finatis est contrôlée par la société Euris. Au 30 juin 2015, le groupe Euris détient directement et indirectement 92,4% du capital et des droits de vote théoriques de Finatis.

La Société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales.

La Société et ses filiales, bénéficient de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions de conseil et d'assistance en matière stratégique ont été conclues. Elles bénéficient également d'autres prestations courantes de la part d'Euris (assistance technique, mise à disposition de personnel et de locaux). Le montant enregistré en charge sur la période relatif à ces conventions envers Finatis et ses filiales s'élève à 4,3 M€ dont 3,4 M€ au titre de l'assistance en matière stratégique et technique et 0,4 M€ au titre de mise à disposition de personnel et de locaux.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, Casino et ses filiales réalisent avec Mercialis des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2015 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur l'information financière semestrielle 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Finatis, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

— 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe relative au retraitement des comptes comparatifs au 30 juin 2015 lié principalement au changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours et à l'incidence de la présentation des activités abandonnées.

— 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Paris-La Défense, le 1^{er} août 2016

Les Commissaires aux Comptes

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES

Mohcine Benkirane

ERNST & YOUNG et Autres

Henri-Pierre Navas

